

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/C/M/71

4 décembre 2003

(03-6439)

Conseil du commerce des marchandises

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES TENUE LE 26 NOVEMBRE 2003

Président: S.E. M. l'Ambassadeur Hovorka (République tchèque)

La réunion du Conseil du commerce des marchandises a été convoquée par l'aérogramme WTO/AIR/2214 et Add.1, l'ordre du jour proposé pour la réunion figurant dans le document G/C/W/475. La réunion s'est déroulée sur la base de l'ordre du jour proposé.

<u>I.</u>	<u>EXAMEN DU FONCTIONNEMENT DE L'ACCORD SUR LES MIC AU TITRE DE L'ARTICLE 9</u>	2
<u>II.</u>	<u>DEMANDE DU CANADA, DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES ET DES ÉTATS-UNIS – PROROGATIONS CONCERNANT LES MIC</u>	5
<u>III.</u>	<u>EXAMEN TRANSITOIRE AU TITRE DE LA SECTION 18 DU PROTOCOLE D'ACCESSION DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE</u>	7
<u>IV.</u>	<u>FRÉQUENCE DES NOTIFICATIONS CONCERNANT LES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT AU TITRE DE L'ARTICLE XVII DU GATT DE 1994 ET DU MÉMORANDUM D'ACCORD SUR L'INTERPRÉTATION DE L'ARTICLE XVII DU GATT DE 1994</u>	17
<u>V.</u>	<u>SITUATION DES NOTIFICATIONS PRÉSENTÉES AU TITRE DES DISPOSITIONS DES ACCORDS FIGURANT À L'ANNEXE 1A DE L'ACCORD SUR L'OMC</u>	18
<u>VI.</u>	<u>QUESTIONS RELATIVES À L'ACCÈS AUX MARCHÉS</u>	18
<u>A.</u>	<u>COMITÉ DE L'ACCÈS AUX MARCHÉS – RAPPORT PÉRIODIQUE DU COMITÉ</u>	18
<u>B.</u>	<u>INTRODUCTION DES MODIFICATIONS DU SYSTÈME HARMONISÉ DE 1996 DANS LES LISTES DE CONCESSIONS TARIFAIRES DE L'OMC – DEMANDES DE DÉROGATION - ISRAËL (G/L/646, G/C/W/468), THAÏLANDE (G/L/647, G/C/W/470)</u>	19
<u>C.</u>	<u>PROROGATION DE DÉROGATION POUR L'ÉTABLISSEMENT D'UNE NOUVELLE LISTE - SRI LANKA (G/L/644, G/C/W/469)</u>	19
<u>VII.</u>	<u>ACCORDS COMMERCIAUX RÉGIONAUX</u>	19
<u>A.</u>	<u>ACCORD INTÉRIMAIRE ENTRE LA CE ET LE LIBAN - NOTIFICATION DES PARTIES À L'ACCORD (WT/REG153/N/1, WT/REG153/1)</u>	19
<u>B.</u>	<u>ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LA TURQUIE ET LA CROATIE - NOTIFICATION DES PARTIES À L'ACCORD (WT/REG156/N/1 ET CORR.1, WT/REG156/1)</u>	19
<u>C.</u>	<u>ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LA TURQUIE ET LA BOSNIE-HERZÉGOVINE - NOTIFICATION DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE (WT/REG157/N/1, WT/REG157/1)</u>	19

<u>D.</u>	<u>ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE SINGAPOUR ET L'AUSTRALIE - NOTIFICATION DES PARTIES À L'ACCORD (WT/REG158/N/1, WT/REG158/1)</u>	19
<u>E.</u>	<u>ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LA CROATIE ET LA BOSNIE-HERZÉGOVINE - NOTIFICATION DE LA RÉPUBLIQUE DE CROATIE (WT/REG159/N/1, WT/REG159/1)</u>	19
<u>VIII.</u>	<u>EXAMEN DES RAPPORTS ANNUELS DES ORGANES SUBSIDIAIRES DU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES</u>	20
<u>IX.</u>	<u>ADOPTION DU RAPPORT ANNUEL DU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES AU CONSEIL GÉNÉRAL</u>	20
<u>X.</u>	<u>AUTRES QUESTIONS</u>	20

I. EXAMEN DU FONCTIONNEMENT DE L'ACCORD SUR LES MIC AU TITRE DE L'ARTICLE 9

1.1 Le Président a dit que, comme cela avait été convenu à la réunion précédente du CCM, il avait mené des consultations informelles avec un certain nombre de délégations sur la manière d'aborder l'examen prescrit au titre de l'article 9 de l'Accord sur les MIC et sur la situation à cet égard. Ses consultations avaient simplement pour objet de permettre un échange de vues franc sur ce sujet, sans que cela préjuge des positions de quelque délégation que ce soit ni des résultats des discussions. Ces consultations permettaient de mieux comprendre les positions de chacun ainsi que les principaux enjeux. Malgré une participation active de tous, les avis continuaient de diverger quant à la manière de procéder en ce qui concerne l'examen. Un certain nombre d'idées étaient étudiées en vue de dynamiser le processus. Cependant, aucune d'entre elles ne donnait lieu à un large consensus. Le Président pensait que certains Membres souhaiteraient peut-être saisir cette occasion pour approfondir leurs idées ou faire des observations supplémentaires sur l'examen prévu au titre de l'article 9. Il les a donc invités à présenter leurs points de vue et commentaires, de sorte que tous aient la possibilité d'y réfléchir et de se prononcer. Avant de donner la parole aux Membres, il a demandé aux délégations de se concentrer sur les idées ou éléments nouveaux dans la discussion, en s'abstenant de répéter ceux qui étaient déjà connus et consignés concernant la nature, la portée et les résultats éventuels de l'examen.

1.2 Le représentant du Brésil a rappelé que deux suggestions avaient été faites en vue de dynamiser les discussions. Premièrement, à la suite d'une proposition faite par la Colombie lors de la réunion de juin, les Membres s'étaient entretenus de la possibilité de réaliser une étude ou une note technique complémentaire sur la base des notifications présentées au Comité des MIC en ce qui concerne les prorogations. L'idée consisterait à évaluer la manière dont ces notifications, portant sur divers domaines dans lesquels des MIC étaient autorisées pour une période supplémentaire, avaient influé sur le commerce mondial. Il avait été proposé en second lieu que le CCM invite également la CNUCED à présenter un chapitre de son dernier Rapport sur l'investissement dans le monde. Il s'agissait du chapitre consacré aux prescriptions de résultat qui, selon l'orateur, constituait une mise à jour de l'étude réalisée conjointement par la CNUCED et l'OMC.

1.3 Le représentant de la Colombie a rappelé que, lors d'une réunion antérieure du CCM, la Colombie avait proposé de compléter l'étude conjointe de la CNUCED et de l'OMC par une étude portant sur les notifications liées aux MIC et les secteurs visés et contenant des statistiques des courants d'échanges correspondant à ces mesures, ainsi que des précisions analogues sur les délais accordés. De la même manière, la Colombie avait proposé qu'une fois ces renseignements analysés les discussions futures soient structurées de manière ordonnée et méthodique, de sorte que l'examen puisse progresser.

1.4 Le représentant de Cuba a dit que le CCM pourrait effectivement inviter la CNUCED à présenter l'un des chapitres de son dernier rapport annuel concernant les investissements réalisés dans le

monde. Il a rappelé que la CNUCED avait apporté une contribution importante aux négociations menées dans le cadre de l'OMC.

1.5 Le représentant de l'Inde a indiqué que, s'agissant des nouvelles suggestions, les Membres avaient entendu deux idées, l'une lancée par la Colombie lors de la réunion précédente du CCM selon laquelle le Secrétariat de l'OMC devrait établir un document factuel donnant un état clair des notifications liées aux MIC et des secteurs visés, des statistiques des courants d'échanges correspondant aux mesures concernées et des précisions sur les délais accordés. L'autre proposition émanait du Brésil, qui suggérait que le Conseil invite la CNUCED à présenter le chapitre de son Rapport sur l'investissement dans le monde en 2003 consacré aux prescriptions de résultat. L'intervenant pensait que ces deux suggestions étaient constructives et qu'elles pourraient nourrir utilement les débats dans la mesure où elles aideraient les Membres à mieux comprendre les aspects des MIC liés au commerce et au développement. Cela n'excluait pas, bien sûr, d'autres contributions, les Membres pouvant faire part de leur propre expérience en ce qui concerne le fonctionnement des MIC.

1.6 Le représentant des Communautés européennes a rappelé que les suggestions faites par la Colombie et le Brésil n'avaient pas fait l'objet d'un accord lors des consultations informelles. Il estimait qu'il n'était pas nécessaire de modifier quoi que ce soit dans l'Accord sur les MIC, ni de soumettre une proposition d'amendement à la suite de l'examen. Il n'y avait en effet pas de consensus sur cet élément fondamental. Sa délégation ne pensait pas que l'examen doive être redynamisé car il avait déjà eu lieu et n'avait malheureusement pas permis de dégager une communauté de vues. Si les Membres entendaient examiner des questions liées à la mise en œuvre de l'Accord sur les MIC, l'orateur les invitait à faire leurs observations au titre du point 2 de l'ordre du jour. Les délégations qui avaient réussi à éliminer progressivement leurs MIC au niveau national seraient en effet invitées à faire part de leur expérience sous ce point de l'ordre du jour; quant aux délégations qui devaient encore s'acquitter de leurs obligations dans ce domaine, elles devraient expliquer la nature de leurs difficultés.

1.7 Le représentant du Pakistan a appuyé les vues exprimées par l'Inde et le Brésil. Les CE prétendaient qu'il n'était pas nécessaire de dynamiser l'examen; toutefois, l'intervenant pensait que l'article 9 de l'Accord sur les MIC prévoyait un examen et, jusqu'ici, il n'avait pas été possible de parvenir à un accord. Il convenait donc de poursuivre les discussions. Il a proposé, outre les suggestions faites par le Brésil et la Colombie, que le Secrétariat élabore une bibliographie des documents liés aux MIC. Sa délégation accepterait que le Secrétariat ou la CNUCED choisisse son pays pour procéder à une étude de cas, 85 pour cent des MIC ayant été éliminées au Pakistan pendant la période de transition.

1.8 Le représentant des États-Unis a dit qu'il se ralliait pleinement aux remarques faites par les CE. Pour sa délégation, le CCM avait amené cet examen aussi loin qu'il le pouvait. Celui-ci avait commencé en l'an 2000 et s'était poursuivi pendant deux ans; du point de vue de l'orateur, on ne pouvait s'attendre à aucune modification fondamentale de l'Accord sur les MIC. Un examen n'était pas la même chose qu'une réouverture et une renégociation fondamentales d'un accord et c'est la raison pour laquelle il pensait que les deux propositions visant à recueillir de nouvelles données ne permettraient pas au CCM de se rapprocher d'un consensus. Il était d'accord avec les CE sur le fait que le point 2 de l'ordre du jour relatif à l'expérience spécifique des pays qui avaient demandé des prorogations concernant les MIC présentait un intérêt à ce titre et permettrait aux Membres de mener des discussions utiles.

1.9 Le représentant du Canada pensait que les Membres devraient plutôt échanger leurs expériences en ce qui concerne les MIC dans le cadre du point 2 de l'ordre du jour ou au sein du Comité des MIC. Il apparaissait clairement qu'il n'y avait pas de consensus sur la nécessité de proposer des amendements à l'Accord sur les MIC. Cette absence de consensus n'était pas due à un problème de procédure, mais plutôt à des questions de fond. S'agissant de l'éventualité d'une nouvelle étude, l'intervenant considérait que celle qui avait été effectuée il y a moins de deux ans suffisait et qu'il n'était pas nécessaire d'en réaliser une nouvelle.

1.10 Le représentant du Pakistan estimait que l'étude réalisée conjointement par la CNUCED et l'OMC était importante pour remédier à l'insuffisance de documents de base dont disposait le CCM pour engager un examen pertinent. Il a rappelé que le Pakistan attachait de l'importance à cet examen dans une perspective de développement. Après avoir suscité un long débat, l'étude conjointe insufflait un élan considérable à l'examen prévu au titre de l'article 9. Ce n'est qu'après que les discussions consacrées à ce point de l'ordre du jour au CCM avaient pu être approfondies et utiles. Par la suite, l'Inde et le Brésil avaient distribué une proposition conjointe, qui était toujours à l'ordre du jour. Elle devait encore être étudiée sur le fond. L'intervenant pensait que les propositions visant à un renforcement de l'appui institutionnel, que ce soit de la CNUCED ou du Secrétariat de l'OMC, aideraient les délégués présents à Genève, ainsi que les experts en place dans les capitales, à étudier et analyser les effets des MIC. L'orateur ne préjugait pas des résultats de ces études; il proposait en fait qu'elles servent à imprimer un nouvel élan à l'exercice en cours. Dire que le processus d'examen avait été amené aussi loin que possible était loin d'être vrai. L'intervenant n'était pas d'accord avec les délégués qui affirmaient que l'examen ne devrait pas aboutir à des modifications fondamentales de l'Accord sur les MIC. Le libellé de l'article 9 était très clair quant aux objectifs de l'examen et ne limitait aucunement la portée des discussions au sein du CCM.

1.11 Le représentant du Brésil a indiqué que la CNUCED avait le statut d'observateur au sein du CCM et qu'elle avait été chargée par l'OMC, au paragraphe 21 de la Déclaration ministérielle de Doha, d'aider l'OMC à mener ses travaux sur le commerce et l'investissement. S'agissant de cet examen, il a insisté à nouveau sur l'intérêt d'inviter la CNUCED à présenter le chapitre pertinent de son Rapport sur l'investissement dans le monde sur les prescriptions de résultat. Il savait que certains Membres n'étaient pas aussi enthousiastes que sa délégation à cette idée. La délégation brésilienne participait aux travaux de nombreux organes de l'OMC, et si la CNUCED n'était pas autorisée à prendre la parole au CCM, il faudrait en tenir compte avant d'inviter d'autres organisations à intervenir à l'OMC. L'orateur espérait qu'il ne serait pas nécessaire d'en arriver là et que les Membres pourraient s'appuyer sur toutes les sources d'information qui pourraient se révéler nécessaires.

1.12 Le représentant de l'Inde a dit que sa délégation attachait une importance considérable à l'examen prévu au titre de l'article 9 et que les deux propositions examinées visaient en gros à enrichir le débat par des renseignements factuels. Il était donc quelque peu surpris que certains Membres aient du mal à accepter ces propositions. Comme la Colombie l'avait indiqué, l'Inde était prête à réfléchir avec d'autres Membres à la manière dont il serait possible de répondre aux préoccupations de certains en ce qui concerne la portée de ces propositions. L'intervenant a donc invité instamment les Membres à ne pas rejeter d'emblée ces propositions et à réfléchir plus avant à la question de savoir comment les discussions pourraient être mieux structurées au sein du CCM.

1.13 Le représentant du Brésil a indiqué à nouveau que, selon sa délégation, l'article 9 de l'Accord sur les MIC autorisait l'introduction d'amendements dans le texte de l'Accord, à la lumière de l'expérience acquise. Les multinationales avaient joué un rôle important dans le développement de l'économie brésilienne. Le Brésil restait l'un des principaux bénéficiaires de l'investissement étranger direct et œuvrait depuis longtemps à la mise en place d'un environnement juridique et économique stable, propice à ces investissements. Néanmoins, les gouvernements devaient avoir la possibilité d'introduire des mesures destinées à maximiser les avantages découlant pour le pays d'accueil de la présence d'agents économiques puissants. À cet égard, le texte actuel de l'Accord sur les MIC était sérieusement déséquilibré. Ce déséquilibre résultait de l'accent exclusif qui était mis sur les effets de distorsion des échanges présumés des mesures d'investissement prescrites par les pouvoirs publics, alors qu'il n'était pas tenu compte des pratiques restrictives plus graves que pouvaient suivre les multinationales. Il était notoire que les multinationales opéraient souvent selon une stratégie mondiale qui, pour des raisons évidentes, n'avait pas pour fonction première de tenir compte des intérêts de chaque pays d'accueil. Les décisions majeures prises en matière d'investissement, de production, de développement des activités, d'importations et d'exportations étaient motivées par la recherche d'un profit maximal pour les actionnaires. Si les objectifs d'une multinationale, définis en fonction de sa stratégie mondiale,

pouvaient coïncider souvent avec les intérêts des pays d'accueil, ils pouvaient également diverger. C'est aux gouvernements, et non aux multinationales, qu'il appartenait de veiller aux intérêts plus larges des pays d'accueil et d'essayer de les concilier avec les préoccupations légitimes des multinationales. Eu égard à leur pouvoir de négociation inégal, les pays en développement étaient particulièrement vulnérables face aux multinationales. Comme cela avait été mentionné précédemment, ils fixaient des prescriptions de résultat pour garantir la congruence, ou tout du moins une certaine cohérence, entre les opérations des investisseurs et des fournisseurs de technologie étrangers et les besoins et priorités des pays en développement en matière de développement. L'Accord sur les MIC était donc régi par une approche unilatérale en ce qui concerne les pays en développement. Il s'agissait là d'un autre argument qui plaidait en faveur d'un réexamen de l'Accord. Il ne serait ni approprié, ni équilibré d'interdire, par exemple, les obligations d'exportation imposées par les pays d'accueil sans traiter en même temps le problème des restrictions à l'exportation ou de la répartition des marchés que les multinationales pouvaient imposer à leurs filiales.

1.14 Le Président a conclu que les avis continuaient de diverger quant à la question de savoir si un examen devait être engagé au titre de l'article 9 et, si oui, selon quelles modalités. Il a donc proposé que le Conseil prenne note des déclarations faites et convienne de revenir sur cette question à sa prochaine réunion. Il a proposé également de poursuivre le processus informel de consultations sur ce sujet.

1.15 Il en a été ainsi convenu.

II. DEMANDE DU CANADA, DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES ET DES ÉTATS-UNIS – PROROGATIONS CONCERNANT LES MIC

2.1 Le Président a précisé que cette question avait été inscrite à l'ordre du jour de la réunion en cours à la demande des délégations du Canada, des Communautés européennes et des États-Unis. En novembre 2001, le Conseil du commerce des marchandises avait décidé d'accorder à huit pays en développement (Argentine, Colombie, Malaisie, Mexique, Pakistan, Philippines, Roumanie et Thaïlande) une prorogation de la période de transition pour l'élimination des MIC. La période de transition additionnelle avait également expiré pour deux Membres. Pour les autres, elle devait expirer le 31 décembre 2003. Conformément aux décisions pertinentes prises par le CCM à cet égard, les Membres visés étaient tenus de présenter au CCM un rapport sur les progrès accomplis dans l'élimination progressive des MIC restantes d'ici à la fin de 2002.

2.2 Le représentant du Canada a remercié les Membres qui avaient présenté précédemment un rapport sur les progrès qu'ils avaient accomplis dans le cadre des prorogations dont ils avaient bénéficié pour leurs MIC, faisant observer que ces rapports contenaient des renseignements utiles concernant, par exemple, la date à laquelle les MIC visées avaient été éliminées et les publications officielles dans lesquelles ces suppressions avaient été notifiées. Ces rapports traduisaient également sans ambiguïté l'engagement des Membres en faveur du principe de la transparence et leur volonté de s'acquitter des obligations qui leur incombait en vertu de l'Accord sur les MIC. L'intervenant était en revanche préoccupé par l'absence de rapports de la part de certains pays. Il a remercié les Philippines de leur déclaration, distribuée sous couvert du document G/C/38, qui indiquait que leurs dernières MIC, liées à des prescriptions relatives à la teneur en produits nationaux et à l'équilibrage des opérations en devises, avaient été éliminées. Il leur a demandé si l'élimination de ces MIC avait été notifiée dans une publication officielle. La représentante des Philippines a répondu qu'elle s'efforcerait de fournir la réponse souhaitée.

2.3 Le représentant des États-Unis a remercié les Membres qui avaient présenté les mises à jour requises dans le cadre des prorogations accordées pour les MIC. Les renseignements qu'ils avaient fournis permettaient aux Membres de se faire une meilleure idée des progrès accomplis par ces Membres pour éliminer progressivement les mesures visées. S'agissant du Pakistan, l'orateur avait eu connaissance d'informations parues dans la presse, fondées ou non d'ailleurs, selon lesquelles le Pakistan

avait l'intention de maintenir les MIC qu'il appliquait dans le secteur automobile au-delà du délai fixé à décembre 2003; il a donc demandé au Pakistan d'indiquer où en était actuellement le processus d'élimination progressive de ces mesures et de préciser s'il avait l'intention de respecter le délai de décembre 2003; il lui a également demandé s'il y avait d'autres MIC au sujet desquelles il pouvait fournir des renseignements. S'agissant de la Malaisie, il savait également que la Malaisie avait indiqué qu'elle prenait des mesures pour réduire ou supprimer les prescriptions relatives à la teneur en produits nationaux dans le secteur automobile et d'autres secteurs. Les sanctions liées aux prescriptions relatives à la teneur en produits nationaux et à l'approvisionnement obligatoire auprès de certains fournisseurs de produits de l'industrie automobile devaient être éliminées d'ici à la fin de 2002; quant aux sanctions liées aux prescriptions relatives à l'approvisionnement obligatoire auprès de certains fournisseurs pour 19 autres articles, elles devaient être éliminées d'ici à la fin de 2003. L'intervenant a demandé à la délégation de la Malaisie si elle pouvait vérifier que les articles qui devaient être libéralisés à la fin de 2002 l'avaient bien été et si elle était en mesure de respecter le délai de décembre 2003 fixé pour l'élimination des mesures restantes.

2.4 Le représentant des Communautés européennes a dit qu'il considérait les renseignements contenus dans les rapports comme très utiles et a invité les délégations qui auraient dû présenter des rapports à s'acquitter de leurs obligations. Sa délégation invitait non seulement les pays qui étaient tenus de soumettre des rapports à expliquer quelle était la situation dans leur pays, mais aussi d'autres Membres à partager avec le CCM leur expérience en ce qui concerne l'élimination progressive des MIC.

2.5 Le représentant du Pakistan a remercié le CCM d'avoir accordé à son pays et à quelques autres Membres une période de transition de quatre ans. Au cours de ces quatre années, le Pakistan avait fait un effort considérable pour éliminer toutes les MIC restantes. Il avait mis en place au début de la période de transition 102 programmes de suppression: 68 concernaient le secteur des machines, 18 celui des appareils à usage domestique, et 16 celui de l'automobile. L'orateur avait le plaisir d'informer le Conseil qu'à l'exception des 16 programmes visant les automobiles, le Pakistan avait supprimé tous les autres programmes. Il en avait supprimé 41 en juin 2002, puis 22 autres en juin de cette année, et avait inscrit au budget la suppression de 23 programmes supplémentaires en décembre cette année. Le Pakistan avait ainsi procédé à l'élimination de 86 programmes, soit 85 pour cent des MIC qu'il appliquait. Dans ce contexte, il espérait que les membres du CCM accueilleraient favorablement une nouvelle demande de prorogation portant sur un délai raisonnable, deux ans, pour l'élimination de toutes les MIC restantes. Cette prorogation permettrait au Pakistan de maintenir son programme actuel de création d'emplois, de promotion des capacités de fabrication nationale et de réduction des prix de l'automobile pour le marché national. L'intervenant a ajouté que le Pakistan mettait également en œuvre dans le même temps sa réforme douanière. Les taux appliqués en ce qui concerne les produits pertinents étaient d'environ 65 pour cent, le taux maximal ayant été abaissé à 25 pour cent. L'industrie automobile bénéficiait de certaines mesures d'allégement fiscal qui, dans d'autres pays qui appliquaient des politiques analogues, n'étaient peut-être pas qualifiées de MIC; néanmoins, le Pakistan faisait preuve de transparence et les assimilait à des MIC.

2.6 Le représentant de la Malaisie a demandé au Conseil de prendre note qu'il maintenait une MIC pour laquelle une prorogation lui avait été accordée jusqu'à la fin de 2003. Son pays éliminerait progressivement cette mesure, conformément à la décision aux termes de laquelle une prorogation lui avait été accordée, d'ici à la fin de 2003.

2.7 Le représentant du Brésil a demandé à la délégation du Pakistan si elle pouvait fournir d'autres renseignements sur les conséquences pour le développement des programmes que le Pakistan avait mis en œuvre l'année dernière.

2.8 Le représentant du Pakistan a répondu qu'il n'était pas en mesure de le faire sur le champ et qu'il en référerait à ses autorités. À titre d'observation générale, cependant, il a indiqué que, s'agissant des biens de consommation durables, le Pakistan ne pouvait satisfaire autrefois à ses prescriptions qu'à

hauteur de 10 pour cent, mais que, grâce aux MIC et au développement de l'industrie locale, il satisfaisait à ses prescriptions nationales à presque 80 pour cent. L'orateur avait d'une manière générale l'impression que dans les secteurs où le Pakistan appliquait des MIC les effets avaient été positifs.

2.9 Le représentant du Canada a dit que les renseignements fournis par le Pakistan avaient été très utiles et avaient mis en exergue l'importance des rapports sur les progrès accomplis.

2.10 Le Président a remercié les délégations de leurs observations et des renseignements qu'elles avaient fournis. Il a proposé que le Conseil prenne note des déclarations faites.

2.11 Il en a été ainsi convenu.

III. EXAMEN TRANSITOIRE AU TITRE DE LA SECTION 18 DU PROTOCOLE D'ACCESSION DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

3.1 Conformément à la section 18 du Protocole d'accession de la République populaire de Chine (document WT/L/432), le Président a dit que le CCM présenterait un rapport sur l'examen transitoire au Conseil général. Comme l'année dernière, il a proposé au Conseil de procéder en deux temps. Premièrement, les organes subsidiaires du CCM étaient tenus de remettre leurs rapports au Conseil du commerce des marchandises. Cela avait été fait et, en tant que première étape du processus d'examen de ce jour, il souhaitait offrir aux Membres la possibilité de formuler des observations générales sur ces rapports et proposerait ensuite au Conseil de prendre acte des examens effectués dans les organes subsidiaires du CCM. Le Conseil passerait ensuite à son propre rapport. Abordant les rapports des organes subsidiaires, le Président a rappelé aux Membres que les organes subsidiaires du CCM ci-après avaient procédé à l'examen: Comité de l'accès aux marchés (document G/MA/150); Comité de l'agriculture (G/AG/18); Comité de l'évaluation en douane (G/VAL/56); Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires (G/SPS/29); Comité des obstacles techniques au commerce (G/TBT/W/236); Comité des licences d'importation (G/LIC/11); Comité des règles d'origine (G/RO/56); Comité antidumping (G/ADP/12); Comité des subventions et des mesures compensatoires (G/SCM/111); Comité des sauvegardes (G/SG/66); et Comité des mesures concernant les investissements et liées au commerce (G/L/648).

3.2 Le représentant des États-Unis a noté que, dans trois des questions qu'ils avaient présentées aux fins de l'examen transitoire, ils demandaient des éclaircissements sur des questions abordées par le Comité de l'accès aux marchés et le Comité des subventions.

3.3 Le représentant des Communautés européennes a dit que les CE attachaient une grande importance au MET et considéraient qu'il était de la plus haute importance d'assurer le fonctionnement correct et effectif de ce mécanisme pendant les années à venir. Compte tenu de l'expérience de l'année dernière, et pour donner plus de sens à l'examen transitoire de 2003, les CE avaient décidé cette année: i) de transmettre, comme l'année dernière, les questions bien avant chaque réunion (en général six semaines); ii) de se concentrer sur un nombre limité de priorités; et iii) de soulever seulement des questions déjà examinées plusieurs fois par les comités de l'OMC ou à des réunions bilatérales et donc bien connues par la partie chinoise. L'objectif des CE était que chaque organe subsidiaire du Conseil du commerce des marchandises ait une discussion significative et que la partie chinoise donne des réponses détaillées à ce nombre limité de questions. L'évaluation des CE concernant l'examen transitoire effectué cette année par les organes subsidiaires du Conseil du commerce des marchandises était nuancée: la partie chinoise avait fourni des éclaircissements utiles sur plusieurs sujets de préoccupation mais les CE avaient l'impression de ne pas avoir obtenu de réponses satisfaisantes de la partie chinoise à plusieurs questions, soulevées notamment aux réunions du Comité des licences d'importation, du Comité de l'accès aux marchés, du Comité OTC et du Comité SPS. Les CE reviendraient sur ces questions au sein des comités pertinents et à des réunions bilatérales avec la Chine au cours des prochains mois.

3.4 Le Conseil a pris note des rapports et des déclarations faites.

3.5 Le Président a dit que la Chine était tenue de fournir des renseignements au CCM conformément à l'article 18.1 du Protocole d'accession. Les prescriptions pertinentes en matière de renseignements étaient énumérées à l'Annexe 1A. La Chine avait communiqué, dans le document G/C/W/474, des renseignements conformément à l'Annexe 1A du Protocole d'accession. Le Président a appelé aussi l'attention sur les documents du Japon, portant les cotes G/C/W/471 et Corrigendum 1, et des États-Unis, portant la cote G/C/W/473. Les Communautés européennes avaient également fait distribuer ultérieurement leur communication sous la cote G/C/W/476.

3.6 La représentante de la Chine a abordé, devant le Conseil, la mise en œuvre des engagements de la Chine concernant le commerce des marchandises dans le cadre de la section 18 du Protocole d'accession de la Chine et a également répondu aux questions et préoccupations des Membres. Avant la réunion, la Chine avait communiqué, conformément à l'Annexe 1A de son Protocole d'accession, des renseignements concernant l'abrogation ou la modification de lois et règlements en vertu du principe de non-discrimination, les politiques affectant le commerce des marchandises, la politique en matière de marchés publics, etc. Une délégation composée de hauts fonctionnaires d'autorités gouvernementales compétentes, y compris le Ministère du commerce et la Commission d'État pour le développement et la réforme, avait été constituée pour assister à cet examen. Répondant à des questions soulevées par les Membres, la représentante a déclaré ce qui suit:

1. *Transparence*

3.7 Conformément au processus de réforme et d'ouverture de la Chine, et pour mettre en œuvre les engagements pris lors de son accession, la Chine révisait actuellement, conformément à l'organisation de son plan législatif, des lois et règlements pertinents mentionnés par certains Membres dans leurs questions. Les modifications de ces lois et règlements seraient rendues publiques pour observations, conformément aux dispositions de la *Loi sur la législation* et du *Règlement sur la procédure d'élaboration des règlements administratifs*. De plus, la Chine notifierait aussi ces lois et règlements à l'OMC. Surtout, elle respecterait pleinement ses engagements en matière de transparence pris lors de son accession à l'OMC.

2. *Restrictions à l'exportation*

3.8 Le spath fluor était un type de ressource non régénérable, placé sous la protection du gouvernement chinois. L'exploitation du spath fluor avait des incidences nettement défavorables sur l'environnement. La Chine attachait une grande importance à l'exploitation, à la transformation et à la consommation des ressources épuisables. Dès les années 70, elle avait commencé à imposer des contingents à l'exportation de spath fluor tout en restreignant l'exploitation et la production nationales de cette ressource. Conformément à la *Loi sur le commerce extérieur* de la Chine, au *Règlement régissant l'administration de l'importation et de l'exportation des marchandises* et aux engagements qu'elle avait pris lors de son accession, la Chine continuait à imposer une administration des contingents à l'exportation de spath fluor. En raison de la raréfaction des ressources en spath fluor et de la contraction de sa production, la consommation nationale et l'exportation de spath fluor avaient diminué graduellement, elles aussi. La mesure d'administration du contingent à l'exportation de spath fluor, prise par la Chine, était compatible avec les "exceptions générales" prévues à l'article XX du GATT de 1994 – "*rien dans le présent Accord ne sera interprété comme empêchant l'adoption ou l'application par toute partie contractante des mesures (...) se rapportant à la conservation des ressources naturelles épuisables, si de telles mesures sont appliquées conjointement avec des restrictions à la production ou à la consommation nationales;*". De plus, l'abolition générale des restrictions quantitatives prévue à l'article XI n'excluait pas, conformément aux règles de l'OMC, les différentes exemptions prévues aux articles XII à XXI du GATT de 1994. Ces dernières années, les prix du spath fluor sur le marché intérieur et les marchés étrangers avaient augmenté dans des mesures

diverses. Cette hausse des prix était déterminée par les règles du marché et non par les contingents à l'exportation maintenus par le gouvernement chinois.

3. *Politiques en matière de taxe sur la valeur ajoutée*

3.9 La Chine appliquait actuellement une TVA de 17 pour cent tant sur les produits nationaux que sur les produits importés, ce qui était équitable et non discriminatoire du point de vue de la valeur des marchandises. La politique actuelle de remboursement de la TVA était compatible avec la règle du traitement national énoncée à l'article III du GATT de 1994. En Chine, les douanes imposaient des droits et une TVA sur les importations de déchets de cuivre, de concentrés de minerais de cuivre et de cuivre brut effectuées par les fonderies de cuivre ayant atteint un certain niveau de production. Après avoir versé le droit et la taxe, une société pouvait demander la restitution de 30 pour cent de la TVA sur présentation d'attestations du versement du droit. Le remboursement de la taxe devrait s'appliquer aux innovations technologiques de l'entreprise. La politique de remboursement de la TVA sur les matériaux à base de cuivre s'appliquait à toutes les entreprises ayant atteint un certain niveau de production et n'était pas conditionnée par le régime de propriété de l'entreprise ou la teneur en éléments d'origine nationale. Les fonderies de cuivre devaient payer la TVA lorsqu'elles importaient des matériaux à base de cuivre. Le montant de la TVA devait être le total de la valeur en douane et du droit de douane multiplié par le taux de la TVA applicable aux matériaux à base de cuivre. Conformément à la politique et aux dispositions pertinentes, le gouvernement rembourserait à l'entreprise 30 pour cent de la TVA versée. Cette politique ne concernait que les déchets de cuivre, les concentrés de minerais de cuivre et le cuivre brut importés, et non les autres produits. La Chine n'appliquait aucune politique du même ordre à d'autres produits et n'adoptait aucune autre politique préférentielle à l'égard des entreprises de transformation du cuivre.

4. *Commerce frontalier*

3.10 L'OMC ne prévoyait pas de définition ni les formes et le champ d'application territoriale spécifiques du commerce frontalier, mais avait seulement une disposition fondamentale selon laquelle "[l]es dispositions du présent Accord ne devront pas être interprétées comme faisant obstacle (...) aux avantages accordés par une partie contractante à des pays limitrophes pour faciliter le trafic frontalier". L'OMC autorisait donc les traitements préférentiels spéciaux dans le cadre du commerce frontalier, et les avantages et facilités accordés par une partie contractante à des pays limitrophes n'étaient pas incompatibles avec le principe fondamental de l'OMC, à savoir le principe NPF. La Chine s'était engagée, dans son Protocole d'accession, à appliquer les Accords de l'OMC et le Protocole sur tout le territoire douanier, y compris les zones de commerce frontalier, et élaborerait et mettrait en œuvre les lois, règlements et autres mesures concernant le commerce des marchandises d'une manière uniforme, impartiale et rationnelle. Les politiques en matière de commerce frontalier avaient été mises en œuvre et appliquées d'une manière uniforme dans les zones frontalières des provinces et régions de la Chine, ce qui représentait un aspect important de la politique chinoise en matière de commerce extérieur. Conformément aux bulletins n° 27 et 39 publiés respectivement le 1^{er} mai et le 11 juin 2003 par l'Administration générale des douanes de l'État, la Chine avait retiré l'acide borique et 19 autres produits de la liste des produits visés par la politique en matière de droits d'importation dans les zones frontalières.

5. *Marchés publics*

3.11 Depuis qu'elle était devenue Membre de l'OMC, la Chine s'employait activement à jeter les bases de la mise en œuvre intégrale des engagements relatifs aux marchés publics figurant dans son protocole d'accession et ces efforts avaient abouti à des résultats remarquables à bien des égards. La première *Loi sur les marchés publics* de la Chine avait été publiée en 2001 et suivie de l'adoption d'une série de règles supplémentaires. De plus, le règlement d'application de la Loi était en cours d'établissement. Depuis que la *Loi sur les marchés publics* était entrée en vigueur, les achats relevant

des dispositions prises par le Conseil d'État devaient être conformes aux procédures en matière de marchés publics, qui devaient être rendues transparentes. Conformément à la réglementation existante du Ministère des finances, les achats effectués auprès des fournisseurs étrangers devaient faire l'objet d'appels d'offres internationaux. Les renseignements sur la soumission et le lauréat devaient être rendus publics dans les médias désignés par le Ministère des finances. À ce jour, aucune plainte de fournisseurs étrangers n'avait été adressée au Ministère.

3.12 De plus, de nombreux avis avaient été sollicités au sujet des *Mesures administratives relatives aux appels d'offres et aux soumissions concernant les marchandises et les services dans le cadre des marchés publics*, qui devaient être promulguées en décembre 2003. Les *Mesures administratives relatives à la publication des renseignements sur les marchés publics* et les *Mesures relatives aux plaintes des fournisseurs* seraient promulguées conjointement avec les *Mesures administratives relatives aux appels d'offres et aux soumissions concernant les marchandises et les services dans le cadre des marchés publics*. Les *Mesures administratives relatives aux marchés concernant les logiciels passés par le gouvernement*, les *Mesures administratives relatives au recrutement d'experts aux fins des marchés publics* et les *Mesures d'examen relatives aux institutions chargées des achats collectifs du gouvernement* devaient être promulguées à la fin de 2003. Des observations sur ces mesures avaient été également sollicitées. Le Ministère des finances avait fait de l'accession à l'Accord sur les marchés publics (AMP) l'un de ses sujets de recherche en 2003. L'établissement et la composition du groupe d'experts seraient décidés ultérieurement sur la base des résultats de l'étude préliminaire et le calendrier du lancement des négociations serait fixé de la même manière.

6. Évaluation en douane

3.13 S'agissant des questions posées par les Membres au sujet de l'évaluation en douane, la Chine avait donné des réponses dans le cadre de l'examen transitoire effectué par le Comité de l'évaluation en douane le 6 octobre 2003. Si les Membres avaient d'autres questions à poser au sujet des réponses données par la Chine au cours de l'examen transitoire, ils pouvaient les soulever au titre du point de l'ordre du jour approprié, à la réunion du Comité doté du mandat correspondant, et la Chine y répondrait conformément aux procédures prescrites.

7. Droits de commercialisation

3.14 Conformément aux engagements qu'elle avait pris lors de son accession, la Chine libéraliserait progressivement l'accès au droit de commercer et son étendue, de manière que, dans les trois ans à compter de son accession, toutes les entreprises nationales et toutes les entreprises et personnes physiques étrangères des autres Membres de l'OMC, y compris les entreprises individuelles, aient le droit d'exporter et d'importer toutes marchandises sur l'ensemble du territoire douanier chinois (à l'exception des produits dont la liste figurait à l'Annexe 2A du Protocole et dont l'importation et l'exportation étaient réservées aux entreprises commerciales d'État). L'intervenante a souligné que les droits de commercialisation désignaient seulement, dans ce contexte, le droit d'importer et d'exporter, à l'exclusion du droit de distribution en Chine. La libéralisation des droits de distribution serait mise en œuvre conformément à la Liste d'engagements spécifiques concernant les services et aux règlements d'application en Chine.

3.15 Compte tenu des engagements susmentionnés et des lois et règlements pertinents régissant les entreprises à participation étrangère, ces entreprises avaient, en Chine, le droit d'importer du matériel, de la technologie, des matières premières et d'autres marchandises destinées à leur propre usage, et d'exporter leurs produits. En revanche, pour l'importation et la distribution sur le marché intérieur des marchandises autres que celles qui étaient énumérées ci-dessus, elles devaient demander l'élargissement de leur domaine d'activité en matière de distribution, conformément aux échéances de la Chine relatives à la distribution prévues dans la Liste d'engagements spécifiques concernant les services et d'autres règlements chinois pertinents. En outre, le gouvernement chinois autorisait aussi

les entreprises à participation étrangère à importer et à exporter ainsi qu'à acheter et à distribuer des produits sur le marché intérieur chinois en établissant une société de commerce, une société holding, une société de logistique, des entreprises de distribution, un centre d'achats spécifiques, etc. La *Loi sur le commerce extérieur de la Chine* était en cours de révision. Le projet actuel de *Loi sur le commerce extérieur* ne contenait pas de dispositions concernant le capital social minimum, les résultats en matière d'importation ou d'exportation et l'expérience antérieure.

Mise en œuvre des obligations contractées par les autres Membres dans le cadre de l'OMC

3.16 Conformément à la section 18 du Protocole d'accession, la Chine "pourra également soulever des questions relatives à toutes réserves formulées au titre de la section 17 ou à tous autres engagements spécifiques contractés par d'autres Membres dans le cadre du présent protocole (...) qui ont un mandat correspondant". Conformément au paragraphe 241 du rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine, qui mentionnait les engagements contractés par les Membres de l'OMC qui maintenaient des restrictions à l'importation des textiles et des vêtements, les États-Unis étaient tenus de majorer les coefficients de croissance des contingents en vigueur à la date d'accession de la Chine à l'OMC selon les coefficients de croissance respectifs prévus dans l'Accord sur les textiles et les vêtements (ATV), y compris le coefficient de croissance de 25 pour cent applicable à l'étape 2 de la mise en œuvre de l'ATV. Or, ils ne s'étaient pas acquittés entièrement de leurs obligations en n'appliquant pas dans sa totalité le coefficient de croissance de 25 pour cent à la Chine. Comme cette question n'était toujours pas réglée à l'issue de plusieurs séries de consultations bilatérales entre la Chine et les États-Unis, la Chine avait demandé à l'Organe de supervision des textiles (OSpT) de l'examiner. L'OSpT avait recommandé, après un examen approfondi et minutieux effectué en janvier 2003, que les États-Unis appliquent intégralement le coefficient de croissance de 25 pour cent à la Chine et apportent les ajustements nécessaires à la méthode qu'ils appliquaient (voir le document G/TMB/R/95). Les États-Unis n'avaient toujours pas procédé à ces ajustements en conformité avec la recommandation de l'OSpT. Cette carence de leur part avait été préjudiciable à l'accès de la Chine à leur marché et avait rompu l'équilibre, entre la Chine et les États-Unis, des droits et obligations résultant de l'ATV. Le secteur des textiles et des vêtements continuait de jouer un rôle important dans le développement économique et social de la Chine du point de vue à la fois des créations d'emplois et de la lutte contre la pauvreté. La Chine espérait que les États-Unis agiraient sans tarder pour remédier au problème susmentionné et s'acquitter entièrement des engagements qu'ils avaient contractés à l'OMC.

3.17 Le représentant des États-Unis a remercié la délégation chinoise de ses réponses. La première question concernait les droits de commercialisation, le droit d'importer et d'exporter des marchandises en Chine. C'était là, avec les engagements concernant les services de distribution, un domaine essentiel des négociations relatives à l'accession de la Chine. Pour les entreprises à participation étrangère, la Chine s'était engagée à libéraliser progressivement les droits de commercialisation. Au 11 décembre 2002, les coentreprises à participation étrangère minoritaire auraient dû acquérir des droits de commercialisation à part entière sans condition. Au 11 décembre 2003, les coentreprises à participation étrangère majoritaire auraient dû avoir les mêmes droits. Le paragraphe 83 du rapport du Groupe de travail prescrivait à la Chine d'éliminer les prescriptions relatives aux résultats à l'exportation, les prescriptions relatives à l'équilibrage des échanges et les prescriptions relatives à l'expérience antérieure. En vertu du même paragraphe, les seules prescriptions relatives au capital social minimum autorisées étaient celles qui s'appliquaient aux entreprises chinoises, c'est-à-dire les entreprises à capitaux entièrement chinois. Dans le cadre des mesures qu'elle avait promulguées à ce jour et qui concernaient les droits de commercialisation accordés aux entreprises à participation étrangère, la Chine avait imposé des prescriptions et des conditions rigoureuses à l'octroi de ces droits. Il y avait des prescriptions relatives au capital social minimum, des prescriptions relatives au volume des importations et au volume des exportations et des prescriptions relatives à l'expérience antérieure. Ces mesures avaient eu pour effet de réduire considérablement le nombre d'entreprises étrangères ou d'entreprises à participation étrangère pouvant prétendre à l'obtention de droits de commercialisation.

L'intervenant était intéressé par la réponse ou l'explication de la Chine concernant la manière dont elle justifiait ces mesures à la lumière du paragraphe 83 du rapport du Groupe de travail.

3.18 Cette libéralisation progressive s'achevait, pour l'essentiel, le 11 décembre 2004, date à laquelle les droits de commercialisation à part entière devaient être accordés à toutes les entreprises en Chine ainsi qu'à toutes les entreprises et personnes physiques étrangères. L'intervenant croyait comprendre, d'après la réponse de la délégation chinoise, que la Chine travaillait actuellement à des modifications de la Loi sur le commerce extérieur qui donneraient effet à cet engagement, devant entrer en vigueur le 11 décembre 2004. Il se félicitait de la déclaration de la déléguée selon laquelle ces modifications ne comprendraient aucune des conditions relatives au capital social minimum, aux volumes des importations et des exportations ou à l'expérience antérieure. Cependant, les États-Unis demandaient à la Chine de reconsidérer sa position et d'apporter immédiatement des modifications à ces mesures existantes afin que les coentreprises à participation étrangère minoritaire ou majoritaire aient les droits de commercialisation dont elles devraient être admises à bénéficier à ce stade.

3.19 Le domaine que les États-Unis avaient ensuite abordé dans leurs questions était celui des politiques en matière de taxe sur la valeur ajoutée. Ils avaient posé une question concernant spécifiquement la politique en matière de taxe sur la valeur ajoutée sur les circuits intégrés. Dans le passé, la Chine avait cherché à justifier, devant le Comité de l'accès aux marchés, sa politique discriminatoire en matière de taxe sur la valeur ajoutée dans ce domaine en invoquant l'article III du GATT, paragraphe 8 b). Dans leur question, les États-Unis citaient, à titre d'exemples, deux rapports de groupe spécial du GATT et de l'OMC dans lesquels il était précisé que les politiques discriminatoires en matière de TVA étaient contraires à l'article III, qu'elles prennent la forme d'une simple réduction de la TVA devant être payée ou, comme dans le cas de la Chine, la forme d'un remboursement de la TVA qui avait déjà été payée. Dans les deux cas, ces types de politique étaient considérés comme discriminatoires au titre de l'article III et l'intervenant souhaitait connaître les vues de la Chine sur ces rapports. S'agissant des questions relatives aux politiques en matière de TVA sur les déchets de cuivre, les États-Unis souhaitaient seulement obtenir des éclaircissements sur la manière dont ces politiques opéraient: l'intervenant essayait de comprendre, en premier lieu, si l'entité qui versait initialement la TVA était toujours celle qui bénéficiait ensuite du remboursement de la TVA et, en second lieu, si le remboursement était accordé exclusivement ou non en cas d'exportation.

3.20 Le sujet suivant concernait les restrictions à l'exportation de spath fluor. La déléguée chinoise avait abordé la question des contingents à l'exportation de spath fluor et, selon l'explication de la Chine, les contingents à l'exportation étaient interdits d'une manière générale mais l'article XX autorisait une exception dans ce cas parce que la Chine maintenait des restrictions comparables à la consommation intérieure. La déléguée chinoise n'avait pas mentionné les mesures spécifiques appliquées par la Chine pour donner effet aux restrictions sur le marché intérieur mais elle avait évoqué dans le passé des taxes compensatoires et d'autres impositions. Cependant, ces impositions étaient appliquées de manière égale aux ventes sur le marché intérieur et aux exportations, de sorte qu'elles ne sembleraient pas entrer dans la catégorie des restrictions comparables requises à la consommation intérieure. Comme le Japon l'avait souligné dans ses questions sur ce point, ce qui avait été constaté était une augmentation de la consommation intérieure ces dernières années parallèlement à un recul des exportations. Le second point que les États-Unis avaient soulevé au sujet des restrictions à l'exportation de spath fluor, et que la déléguée chinoise n'avait pas abordé à sa connaissance, concernait les redevances pour les licences d'exportation. L'article VIII du GATT autorisait seulement les redevances qui étaient limitées au coût des services rendus. Il croyait avoir entendu dire par la déléguée chinoise que le prix du spath fluor, tant sur le marché intérieur qu'à l'exportation, était déterminé par les forces du marché. Cependant, les redevances pour les licences d'exportation que la Chine maintenait dans le cas du spath fluor étaient perçues sur une base unitaire et faisaient plus que doubler le coût de ce produit. L'intervenant souhaitait savoir quelle justification la délégation chinoise pouvait invoquer pour le maintien de ces redevances à la lumière de l'article VIII du GATT.

3.21 S'agissant du commerce frontalier, l'intervenant appréciait la réponse de la déléguée chinoise mais n'avait pas entendu si elle avait communiqué ou non une liste des produits qui continuaient de bénéficier d'un traitement préférentiel en la matière. Il souhaitait que soit mentionnée au moins une mesure qui lui permette de comprendre plus clairement cette question.

3.22 Enfin, l'intervenant a fait observer, en ce qui concerne les marchés publics, que sa délégation souhaitait que la Chine amorce dès que possible les négociations en vue de son accession à l'AMP.

3.23 En réponse aux observations de la Chine concernant les textiles, le représentant des États-Unis a dit qu'il était vrai que l'ATV imposait une majoration des coefficients de croissance des contingents de la Chine parce que cette dernière avait accédé à l'OMC pendant la deuxième étape de la mise en œuvre de l'ATV. Le point sur lequel il était en désaccord avec la Chine concernait la méthode qui devrait être appliquée pour déterminer cette majoration. Selon les États-Unis, comme la Chine n'avait accédé à l'OMC que 21 jours avant la fin de l'étape 2, le principe fondamental voulant qu'un Membre ne commence pas à bénéficier des avantages des Accords de l'OMC tant qu'il n'était pas effectivement Membre de l'OMC autorisait les États-Unis à appliquer au prorata la majoration du coefficient de croissance pour cette période de l'étape 2 de la mise en œuvre de l'ATV lorsqu'ils calculaient les chiffres qui devraient être ceux de ces majorations. La délégation de l'intervenant avait expliqué de manière plus détaillée à l'OSpT les raisons pour lesquelles les États-Unis appliquaient cette méthode. Le document qui était cité par la délégation chinoise ainsi que les constatations de l'OSpT expliquaient de manière plus circonstanciée pourquoi les États-Unis avaient adopté cette méthode.

3.24 Le représentant du Japon s'est référé au document G/C/W/471 et a demandé à la délégation chinoise de communiquer des renseignements et des données additionnels concernant les questions abordées dans la communication susmentionnée du Japon car la déclaration faite par la délégation chinoise ne répondait pas à toutes les questions. De plus, il a noté que la délégation chinoise avait mentionné que la consommation intérieure de spath fluor diminuait, en réalité, parallèlement aux exportations, ce qui contredisait l'interprétation, faite par la délégation de l'intervenant, de l'évolution de la consommation intérieure. L'intervenant estimait qu'il devait y avoir une certaine divergence entre les données sur lesquelles il avait fondé ses observations et celles sur lesquelles la délégation chinoise s'était appuyée pour sa déclaration. Le représentant du Japon a déclaré qu'il apprécierait que la Chine donne de plus amples explications ou communique des données supplémentaires sur cette question. Au sujet des marchés publics, il a déclaré que le Japon appréciait l'explication donnée et espérait recevoir des renseignements actualisés lorsque la situation évoluerait.

3.25 Le représentant des Communautés européennes a concentré son propos sur trois problèmes: premièrement, la question des droits de commercialisation (le droit d'importer et d'exporter pour les sociétés à participation étrangère): dans la déclaration qu'elle avait faite à ce sujet au Comité des licences d'importation, la Chine ne précisait pas si les lacunes de sa législation en vigueur, mises en lumière par les CE dans le cadre tant du Comité des licences d'importation que du Comité de l'accès aux marchés, seraient comblées et si, conformément aux engagements qu'elle avait pris, toutes les coentreprises à participation étrangère majoritaire pourraient obtenir des droits de commercialisation à compter du 11 décembre 2003 sans condition aucune et pour tous les produits se rapportant à leur activité. Cela supposait notamment la suppression de la distinction qui était faite actuellement par la partie chinoise, mais qui n'était pas prévue dans le Protocole d'accession de la Chine, entre les coentreprises dites "de commerce" et les coentreprises dites "manufacturières", l'élimination des conditions en matière d'expérience préalable et des prescriptions relatives au capital ainsi que de la prescription peu claire, applicable aux coentreprises existantes, qui consistait à demander dans certains cas un "changement de [leur] domaine d'activité".

3.26 Deuxièmement, l'établissement d'un réseau de distribution double dans le secteur automobile pour les véhicules produits localement et pour les véhicules d'importation: la partie chinoise n'avait

malheureusement pas répondu à la question posée par les CE à ce sujet à la réunion du Comité de l'accès aux marchés du 20 octobre 2003, mais elle avait officiellement confirmé son intention d'établir un réseau de distribution distinct quelques jours plus tard au cours d'une réunion bilatérale. Il avait été indiqué aux CE que l'objectif de la Chine était d'établir ce système dans les mois suivants. Comme cela avait été fait à cette occasion et à plusieurs reprises par le passé (notamment lors de l'examen transitoire mené l'année dernière dans le cadre du Conseil), les CE souhaiteraient réaffirmer avec force qu'elles étaient extrêmement préoccupées par la mesure prévue et par la question de sa compatibilité avec les règles de l'OMC. Elles seraient reconnaissantes à la Chine de bien vouloir leur indiquer si elle entendait reconsidérer cette mesure et, si ce n'était pas le cas, d'indiquer l'état d'avancement du processus législatif relatif à son adoption ainsi que la date à laquelle la Chine avait l'intention de la notifier pour observations. À cet égard, compte tenu de l'effet très perturbateur qu'une telle mesure pouvait avoir sur l'activité en Chine des entreprises étrangères du secteur automobile, les CE souhaiteraient demander instamment à ce pays de communiquer dès que possible le texte de la mesure prévue.

3.27 Enfin, dans le prolongement de la question posée l'année dernière, les CE souhaitent soulever la question de l'accession de la Chine à l'Accord sur les marchés publics (AMP). Dans le cadre du Groupe de travail de l'accession à l'OMC, la Chine avait déclaré qu'elle engagerait des négociations pour devenir partie à l'AMP dès que possible. Deux ans s'étant à présent écoulés depuis son accession à l'OMC, les CE seraient reconnaissantes à la Chine de bien vouloir leur indiquer à quel moment elle avait l'intention d'entamer les négociations pour accéder à l'AMP. Les CE souhaiteraient par ailleurs insister sur le fait que, jusqu'à son accession à l'AMP, la Chine devrait, conformément aux engagements qu'elle avait pris, faire en sorte que toutes les entités publiques passent leurs marchés d'une manière transparente et que tous les fournisseurs étrangers aient eux aussi la possibilité de participer à ces marchés conformément au principe du traitement NPF.

3.28 Le représentant du Canada a félicité la Chine pour les efforts qu'elle avait déployés la deuxième année en tant que Membre de l'OMC. Le Canada prenait acte de l'intérêt dont la Chine n'avait cessé de faire preuve pour l'évolution et la réforme en cours de son régime de commerce extérieur. Les progrès continus entraînaient une intensification des échanges entre la Chine et d'autres Membres de l'OMC, y compris le Canada, ainsi qu'une croissance économique en Chine. Le Canada reconnaissait que des progrès étaient accomplis dans des domaines revêtant un intérêt particulier, notamment en ce qui concerne la clarification de questions relatives au commerce frontalier et en vue de la mise en œuvre des engagements pris par la Chine au titre de l'Accord sur les technologies de l'information. Les produits figurant sur la liste de l'ATI représentaient une part importante et croissante des échanges bilatéraux et contribueraient sensiblement à développer l'économie chinoise.

3.29 Il convenait aussi de mentionner certaines questions concernant les mesures SPS, dans le domaine desquelles la coopération actuelle entre les autorités canadiennes et chinoises aboutissait à des solutions satisfaisantes dont les exportateurs canadiens de produits alimentaires tiraient profit. Le Canada reconnaissait les progrès accomplis à ce jour mais il restait des sujets de préoccupation. Par exemple, le Canada partageait les vues exprimées par certains Membres au sujet d'un manque perçu de transparence dans l'approche des contingents tarifaires et de leur attribution, adoptée par la Chine en ce qui concerne certains produits, en particulier les produits agricoles de base. Le Canada était un producteur important de canola et tirait profit des nouvelles possibilités d'exportation de ce produit de base. Cependant, l'approche de la réglementation des organismes génétiquement modifiés (OGM) adoptée par la Chine évoluait et le Canada était vivement désireux de faire en sorte que ses exportations croissantes de canola ne subissent pas de conséquences défavorables. Le Canada continuait de suivre de près le respect par la Chine des obligations qu'elle avait contractées dans le cadre de l'OMC dans ces domaines, entre autres. Il était prêt à travailler avec la Chine dans un esprit constructif afin de faire en sorte que les engagements qu'elle avait pris à l'égard de tous les Membres de l'OMC soient confirmés et remplis.

3.30 La représentante de la Chine a remercié les orateurs de leurs interventions et, s'agissant des questions et observations formulées, a invité ses collègues à fournir les réponses aux questions posées. Les droits de commercialisation ne concernaient que l'importation et l'exportation, et non la distribution, comme le chef de la délégation chinoise l'avait souligné dans le contexte du Protocole d'accession de la Chine. À cet égard, les entreprises à participation étrangère majoritaire ou minoritaire devraient se conformer aux dispositions pertinentes des règlements concernant les entreprises à participation étrangère. Ces dernières pouvaient importer des marchandises, des services et des technologies pour leur propre usage et si elles importaient des marchandises et des services en vue de leur distribution sur le territoire chinois, elles devaient déposer au préalable une demande de modification de leur domaine d'activité, après quoi elles pourraient mener des activités de distribution en Chine. S'agissant des prescriptions relatives au capital applicables aux sociétés de commerce créées au moyen d'investissements étrangers, seules les sociétés de commerce international étaient visées. Pour ce qui était de la question soulevée par les États-Unis au sujet des sociétés holding, leurs fonctions dépassaient de loin le cadre du commerce et la Chine leur appliquait des prescriptions relatives au capital. Quant aux sociétés de logistique créées au moyen d'investissements étrangers, elles menaient effectivement des activités de distribution et d'achat ainsi que différentes autres activités. Par conséquent, la Chine devait appliquer à ces sociétés des prescriptions relatives au capital compte tenu de leur domaine d'activité élargi. Elle révisait actuellement sa Loi sur le commerce extérieur. Conformément au projet de loi sur le commerce extérieur, la Chine donnerait de plus amples précisions sur les droits de commercialisation et leur octroi aux sociétés à participation étrangère.

3.31 Pour de qui était des restrictions à l'exportation qui concernaient directement le spath fluor, la Chine appliquait actuellement un système de restrictions contingentaires à l'exportation du spath fluor afin de protéger cette ressource non régénérable, ce qui était conforme aux exceptions générales prévues à l'article XX du GATT de 1994. Les États-Unis avaient émis la crainte que la Chine ait pu percevoir une redevance pour les licences d'exportation représentant de 80 à 150 pour cent du coût de production du spath fluor. L'intervenante a souligné que, pour la licence d'exportation, il n'était perçu que 20 RMB correspondant au coût de la licence proprement dite. Aucune autre redevance n'était perçue. En second lieu, le spath fluor était une ressource rare fort demandée sur le marché. La production reculait depuis ces dernières années en Chine, où les coûts d'exploitation et des transports augmentaient constamment, d'où une forte progression de la demande et une pénurie de l'offre. C'était cet écart entre l'offre et la demande qui était à l'origine de la hausse des prix et cet écart ne résultait pas de restrictions contingentaires appliquées par le gouvernement chinois. Pour ce qui était de la question soulevée par le Japon au sujet de la progression de la consommation intérieure de spath fluor, l'intervenante considérait que la production de spath fluor avait constamment diminué ces dernières années. Les exportations ainsi que la consommation intérieure avaient aussi reculé sensiblement.

3.32 S'agissant du commerce frontalier, l'intervenant considérait que la politique de la Chine en la matière était conforme au principe NPF du GATT de 1994. La liste des produits bénéficiant d'un traitement préférentiel dans le cadre du commerce frontalier était publiée par le Ministère des finances avec l'approbation du Conseil d'État, et l'organe exécutif était l'administration générale des douanes de la Chine. Elle était publiée en plusieurs parties et il n'existait pas à ce jour de document complet et uniforme énumérant tous les produits faisant l'objet d'un traitement préférentiel dans le cadre du commerce frontalier.

3.33 S'agissant du réseau de distribution d'automobiles en Chine, une nouvelle politique de développement du secteur automobile était en cours d'élaboration. Durant ce processus, la Chine avait sollicité un très grand nombre d'avis de différentes parties, y compris des fabricants des États-Unis et de l'UE. La solution définitive de ce problème devrait attendre que le texte définitif relatif à cette nouvelle politique soit prêt et publié. Pour ce qui était des questions soulevées par certains Membres au sujet du régime en matière de TVA, l'intervenant commencerait par expliquer le système chinois de remboursement de la TVA sur les circuits intégrés. La TVA, telle qu'elle était

répercutée sur les prix des circuits intégrés, était la même pour tous les produits et n'était pas traitée différemment en fonction de la propriété de ces produits manufacturés. S'agissant des décisions de groupe spécial citées par les États-Unis qui concernaient certaines affaires apparentées, l'intervenant a dit ce qui suit: dans le cas des affaires relatives aux taxes sur les vins évoquées par les États-Unis, la politique fiscale correspondait en fait à un régime fiscal à deux niveaux applicable à la distribution des vins. Conformément à la législation, le taux le plus bas était appliqué aux vins dont la production était inférieure à un certain niveau et les importations de vins étaient assujetties à un taux plus élevé d'une manière générale. Le gouvernement canadien avait allégué que cela constituait une violation de la règle du traitement national. Ces mesures différaient d'État à État aux États-Unis, ce qui était également mis en cause par le gouvernement canadien. Il était inévitable que les États-Unis soient la partie perdante dans cette affaire. L'intervenant estimait qu'il y avait des différences fondamentales entre la politique des États-Unis en matière de taxes sur les vins et la politique chinoise de remboursement de la TVA sur les circuits intégrés. Si des taux d'imposition plus faibles étaient appliqués aux produits nationaux, ces derniers bénéficieraient d'un prix relativement bas, et un taux d'imposition plus élevé sur les marchandises importées constituerait une sorte de discrimination. Ce type de différence entre les taux d'imposition appliqués aux marchandises nationales et aux marchandises importées était incompatible avec le principe du traitement national. Une politique de ce type n'était pas comparable à la politique de remboursement de la TVA sur les circuits intégrés en vigueur en Chine.

3.34 S'agissant de la question sur l'affaire relative au secteur automobile indonésien, l'interprétation de l'ORD de l'OMC concernant les subventions attribuées aux producteurs était que si les subventions provenaient d'impositions indirectes, celles-ci devraient être appliquées avant tout de manière non discriminatoire et, parallèlement, les subventions devaient être attribuées directement aux producteurs, ce qui était prévu à l'article III:8 b) du GATT. Ces subventions ne devraient pas être des avantages financiers que les producteurs pouvaient obtenir indirectement, tels que ceux qui étaient attribués aux consommateurs des produits fabriqués par les producteurs nationaux. C'est pourquoi la délégation de l'intervenant était d'avis que le système actuel de restitution de la TVA sur les circuits intégrés était parfaitement conforme aux interprétations susmentionnées et à l'article III:8 b) du GATT de 1994.

3.35 S'agissant du régime de TVA applicable aux déchets de cuivre, l'intervenant a souligné qu'après le paiement des droits les entreprises pouvaient demander la restitution de la TVA sur présentation d'attestations de ce paiement. Cette politique ne s'appliquait qu'aux exportateurs de produits finis et de produits semi-finis. Ce système de remboursement de taxes était appliqué de manière égale à toutes les entreprises ayant atteint un certain niveau de production, indépendamment du régime de propriété de l'entreprise.

3.36 Le représentant du Japon a dit qu'en ce qui concerne le spath fluor sa délégation demandait à la Chine de communiquer ultérieurement au Japon les sources des données sur la consommation intérieure de spath fluor afin que les statistiques sur lesquelles les renseignements de la Chine étaient fondés puissent être vérifiées.

3.37 Le représentant des États-Unis a dit que s'agissant du spath fluor les États-Unis souhaiteraient comprendre mieux la question des redevances pour les licences d'importation. Les sociétés des États-Unis payaient des redevances qui doubleraient le coût du spath fluor mais la délégation chinoise avait dit que la redevance n'était que de 20 RMB. Il ne comprenait pas cette divergence au stade actuel. Ces redevances étaient appliquées depuis plusieurs années et il apprécierait par conséquent que des éclaircissements sur ce point soient apportés à un moment donné. S'agissant des droits de commercialisation, il n'abordait pas spécifiquement la question des sociétés de logistique et des sociétés holding qui s'acquittaient d'un ensemble de fonctions. Les engagements de la Chine visaient à accorder aux entreprises à participation étrangère des droits de commercialisation à part entière sans condition, sans prescriptions relatives au capital, sans prescriptions relatives aux volumes d'importation et d'exportation et sans prescriptions relatives à l'expérience antérieure. S'agissant de la

TVA sur les circuits intégrés, l'intervenant était en désaccord au sujet de la nature des précédents à l'OMC. Pour ce qui était du commerce frontalier, il croyait comprendre que la liste de produits avait été publiée en plusieurs parties et il souhaiterait qu'on lui précise à un moment ou à un autre quelles étaient ces différentes mesures.

3.38 La représentante de la Chine a estimé que les réponses données dans sa déclaration et les renseignements échangés au cours de la discussion devraient suffire à répondre aux principales préoccupations des Membres. Il était également possible d'utiliser les voies multilatérales et bilatérales, qui se complétaient, pour prendre en compte ces préoccupations. La mise en œuvre des engagements pris par la Chine lors de son accession à l'OMC faisait partie intégrante de sa politique d'ouverture et de réforme économique. La Chine avait rempli loyalement les engagements qu'elle avait pris à l'égard des autres Membres de l'OMC, sur une base amicale et mutuellement profitable. En tant que pays en développement, elle rencontrait des difficultés considérables dans la mise en œuvre de ses engagements. La Chine espérait donc sincèrement que les Membres de l'OMC adopteraient une approche à long terme et une attitude pragmatique à l'égard de son processus de mise en œuvre.

3.39 Le Président a remercié la délégation chinoise des réponses qu'elle avait données ainsi que les délégations qui avaient posé des questions et formulé des observations. Pour ce qui était de la forme du rapport du CCM, il a proposé au Conseil de procéder de la même manière que l'année dernière. Autrement dit, il serait établi un rapport factuel succinct, comportant des références aux documents pertinents, auquel serait jointe la partie du compte rendu de la présente réunion qui concernait l'examen transitoire. Le rapport du CCM (G/L/664) ainsi que les rapports des organes subsidiaires seraient ensuite transmis au Conseil général.

3.40 Il en a été ainsi convenu.

IV. FRÉQUENCE DES NOTIFICATIONS CONCERNANT LES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT AU TITRE DE L'ARTICLE XVII DU GATT DE 1994 ET DU MÉMORANDUM D'ACCORD SUR L'INTERPRÉTATION DE L'ARTICLE XVII DU GATT DE 1994

4.1 Le Président a appelé l'attention des Membres sur une recommandation adoptée par le Groupe de travail des entreprises commerciales d'État concernant un changement dans la fréquence des notifications (G/STR/5). Le Président du Groupe de travail n'était pas présent pour présenter cette recommandation et avait fourni au Président du CCM la déclaration suivante:

"Au cours de récents exercices d'examen des notifications, les Membres ont relevé que le respect de l'obligation de notification était loin d'être satisfaisant. Étant donné cette situation insatisfaisante, le Groupe de travail a eu des discussions pour trouver une solution au problème du manquement à l'obligation de notification concernant le commerce d'État au titre de l'article XVII du GATT de 1994. À la suite de ces discussions, le Groupe de travail a adopté des recommandations à l'intention du Conseil, axées sur la périodicité des notifications (G/STR/5). Le Groupe de travail recommande ainsi au Conseil que: a) la périodicité des notifications concernant le commerce d'État soit modifiée; b) les nouvelles notifications complètes concernant le commerce d'État soient présentées tous les deux ans au lieu de tous les trois ans; c) la prescription relative aux notifications annuelles de mise à jour dans l'intervalle soit éliminée; d) cette modification de la périodicité des notifications entre en vigueur à partir de 2004, une nouvelle notification complète devant être présentée cette année-là; e) les lignes directrices à suivre pour remplir la section questionnaire du Questionnaire sur le commerce d'État soient modifiées pour tenir compte de la nouvelle fréquence des notifications concernant le commerce d'État. Par conséquent, le texte suivant les titres Sections I, II et III devrait être modifié comme suit: "ces renseignements doivent

être communiqués intégralement tous les deux ans". En outre, le texte suivant le titre Section IV devrait être modifié comme suit: "ces renseignements doivent être communiqués tous les deux ans sur la base de l'année civile, de l'exercice budgétaire ou de la campagne de commercialisation ...".

En outre, après une période d'essai de quatre ans, commençant le 30 juin 2004, le Groupe de travail réexaminera la situation, en ce qui concerne le respect de l'obligation de notification et la fréquence des notifications, en vue de déterminer s'il y a lieu de prolonger l'application de la présente recommandation, soit telle qu'elle est actuellement rédigée soit sous une forme modifiée, pour une nouvelle période."

4.2 En l'absence de commentaires, le Président a proposé que le Conseil prenne note de la déclaration du Président du Groupe de travail et approuve la recommandation du Groupe de travail sur la fréquence des notifications (G/STR/5) et convienne de la mettre en œuvre à compter de 2004. Il en a été ainsi décidé.

4.3 Conformément au point e) de la recommandation, le Questionnaire sur le commerce d'État avait été révisé pour tenir compte de la nouvelle fréquence biennale des notifications. Le questionnaire révisé avait été distribué sous couvert du document G/STR/3/Rev.1 et était maintenant soumis au CCM pour approbation. Le Président a proposé que le Conseil approuve les changements apportés au questionnaire. Il en a été ainsi décidé.

V. SITUATION DES NOTIFICATIONS PRÉSENTÉES AU TITRE DES DISPOSITIONS DES ACCORDS FIGURANT À L'ANNEXE 1A DE L'ACCORD SUR L'OMC

5.1 Le Président a fait observer que, comme l'indiquait la première page du document G/L/223/Rev.10, le Conseil avait adopté, à sa réunion d'octobre 1996, une recommandation du Groupe de travail des obligations et procédures de notification visant à tenir, sur une base continue, une liste complète des obligations de notification au titre des dispositions des accords figurant à l'Annexe 1A de l'Accord sur l'OMC et précisant le respect de ces obligations. La mise à jour figurait dans le document dont le Conseil était saisi et comprenait toutes les notifications soumises jusqu'au 30 juin 2003.

5.2 Le représentant de la Chine a demandé de quelle manière les notifications concernant les Membres ayant accédé récemment à l'Organisation devraient être consignées dans le document pour les années précédant l'accession. Le Président a fait part de son intention d'étudier cette question et, d'une manière plus générale, l'utilité globale du document.

5.3 Le Conseil a pris note du document et de la déclaration faite.

VI. QUESTIONS RELATIVES À L'ACCÈS AUX MARCHÉS

A. COMITÉ DE L'ACCÈS AUX MARCHÉS – RAPPORT PÉRIODIQUE DU COMITÉ

6.1 Le Président a indiqué que le Comité de l'accès aux marchés avait transmis les dérogations, accompagnées du rapport périodique du Comité. Étant donné que le rapport était factuel et qu'il faisait état des travaux entrepris par cet organe, il a proposé que le CCM en prenne note. Il en a été ainsi convenu.

B. INTRODUCTION DES MODIFICATIONS DU SYSTÈME HARMONISÉ DE 1996 DANS LES LISTES DE CONCESSIONS TARIFAIRES DE L'OMC – DEMANDES DE DÉROGATION – ISRAËL (G/L/646, G/C/W/468), THAÏLANDE (G/L/647, G/C/W/470)

6.2 Le Président a dit que ce point de l'ordre du jour portait sur les demandes de dérogations liées à l'introduction des modifications du SH de 1996 dans les listes de l'OMC. Les Membres se rappelleraient que le Comité de l'accès aux marchés était convenu il y a quelque temps qu'il ne serait plus accordé de prorogations de dérogations à titre collectif. Cela n'empêcherait cependant pas les Membres de demander des prorogations de dérogations à titre individuel. Deux Membres avaient transmis au Secrétariat des demandes de dérogations liées à l'introduction des modifications du SH de 1996 dans leurs listes de concessions. Conformément à l'article IX de l'Accord sur l'OMC, ces demandes de dérogations étaient soumises au Conseil du commerce des marchandises pour examen; dans chaque cas, des projets de décisions avaient été distribués dans des documents de la série G/C/W afin d'aider le Conseil dans l'étude de ces demandes.

6.3 Le Conseil a approuvé les demandes de dérogations concernant Israël et la Thaïlande et a recommandé que les projets de décisions contenus dans les documents G/C/W/468 et G/C/W/470 soient transmis au Conseil général pour adoption.

C. PROROGATION DE DÉROGATION POUR L'ÉTABLISSEMENT D'UNE NOUVELLE LISTE - SRI LANKA (G/L/644, G/C/W/469)

6.4 Le Président a indiqué que la demande de Sri Lanka avait été distribuée dans le document G/L/644 et un projet de décision dans le document G/C/W/469. Le Conseil a approuvé une prorogation de la dérogation concernant Sri Lanka jusqu'au 30 avril 2004 et a recommandé que le projet de décision contenu dans le document G/C/W/469 soit transmis au Conseil général pour adoption.

VII. ACCORDS COMMERCIAUX RÉGIONAUX

A. ACCORD INTÉRIMAIRE ENTRE LA CÉ ET LE LIBAN - NOTIFICATION DES PARTIES À L'ACCORD (WT/REG153/N/1, WT/REG153/1)

B. ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LA TURQUIE ET LA CROATIE - NOTIFICATION DES PARTIES À L'ACCORD (WT/REG156/N/1 ET CORR.1, WT/REG156/1)

C. ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LA TURQUIE ET LA BOSNIE-HERZÉGOVINE - NOTIFICATION DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE (WT/REG157/N/1, WT/REG157/1)

D. ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE SINGAPOUR ET L'AUSTRALIE - NOTIFICATION DES PARTIES À L'ACCORD (WT/REG158/N/1, WT/REG158/1)

E. ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LA CROATIE ET LA BOSNIE-HERZÉGOVINE - NOTIFICATION DE LA RÉPUBLIQUE DE CROATIE (WT/REG159/N/1, WT/REG159/1)

7.1 Le Président a appelé l'attention des Membres sur les cinq accords précités, notifiés au titre de l'article XXIV du GATT. Les textes des accords et leurs notifications avaient été distribués dans les documents mentionnés.

7.2 Les Membres n'ayant aucune observation à faire, le Président a proposé que le Comité des accords commerciaux régionaux procède à l'examen des cinq accords susmentionnés conformément au mandat suivant: "Examiner, à la lumière des dispositions pertinentes du GATT de 1994, les cinq accords de libre-échange précités et présenter un rapport au Conseil du commerce des marchandises. Il est entendu que les points convenus dont le Président du Conseil du commerce des marchandises a

donné lecture au titre du point 7 de l'ordre du jour de la réunion du 20 février 1995 et qui sont reproduits dans le document WT/REG3/1 s'appliquent *mutadis mutandis* à l'examen de ces accords. Il est également entendu qu'au cours de l'examen il sera dûment tenu compte des différences intrinsèques entre les unions douanières et les zones de libre-échange." Il en a été ainsi convenu.

VIII. EXAMEN DES RAPPORTS ANNUELS DES ORGANES SUBSIDIAIRES DU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES

8.1 Le Président a expliqué que conformément aux "Procédures d'examen annuel des activités de l'OMC et de présentation de rapports dans le cadre de l'OMC" (WT/L/105), adoptées par le Conseil général le 15 novembre 1995, tous les organes constitués dans le cadre des accords figurant à l'Annexe 1A de l'Accord sur l'OMC seront tenus de présenter un rapport factuel au Conseil du commerce des marchandises. Les rapports étaient ceux des organes suivants: Comité de l'accès aux marchés (document G/L/658); Comité des participants sur l'extension du commerce des produits des technologies de l'information (G/L/659); Comité de l'agriculture (G/L/662); Comité de l'évaluation en douane (G/L/654); Organe de supervision des textiles (G/L/650); Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires (G/L/661); Comité des obstacles techniques au commerce (G/L/657); Comité des licences d'importation (G/L/652); Comité des règles d'origine (G/L/656); Comité des pratiques antidumping (G/L/653); Comité des subventions et mesures compensatoires (G/L/655); Comité des sauvegardes (G/L/651); Comité des mesures concernant les investissements et liées au commerce (G/L/649); Groupe de travail des entreprises commerciales d'État (G/L/660). Le Conseil a pris note de ces rapports.

IX. ADOPTION DU RAPPORT ANNUEL DU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES AU CONSEIL GÉNÉRAL

9.1 Le Président a appelé l'attention des Membres sur le projet de rapport du Conseil, distribué sous la cote G/C/W/472. Conformément aux "Procédures d'examen annuel des activités de l'OMC et de présentation de rapports dans le cadre de l'OMC" (WT/L/105), adoptées par le Conseil général le 15 novembre 1995, il a été convenu que "Chaque conseil sectoriel devrait faire rapport au Conseil général en novembre de chaque année sur ses activités ainsi que sur celles de ses organes subsidiaires" et que les rapports des conseils sectoriels seraient "factuels, et indiqueraient les actions engagées et les décisions prises, avec des renvois aux rapports des organes subsidiaires; ils pourraient être établis sur le modèle des rapports du Conseil du GATT de 1947 aux PARTIES CONTRACTANTES". Les Membres n'ayant aucune observation à faire, le Conseil est convenu d'adopter le rapport en tant que tel, sous réserve de la mise à jour requise pour tenir compte des travaux effectués par le Conseil lors de la réunion en cours. La version finale du rapport a été distribuée ultérieurement dans le document G/L/655.

X. AUTRES QUESTIONS

10.1 Le représentant des Communautés européennes a fait part à nouveau des préoccupations que sa délégation avait exprimées devant le Conseil il y a un an environ concernant le régime tarifaire appliqué à certains produits laitiers modifiés au Panama. La délégation des CE avait pris contact à plusieurs reprises avec des représentants de la mission du Panama à Genève et les CE avaient demandé que le *statu quo ante* soit rétabli, c'est à dire que soit appliqué le droit de douane consolidé de 5 pour cent au lieu du droit de 65 pour cent appliqué actuellement ou, à défaut, que le Panama notifie ses modifications tarifaires et propose des négociations au titre de l'article XVIII. À ce jour, le Panama n'avait donné suite à aucune de ces deux options et la délégation des CE l'invitait instamment à prendre les mesures qui s'imposaient. Par ailleurs, la délégation des CE était prête à poursuivre l'examen de cette question dans un cadre bilatéral avec le Panama.

10.2 Le représentant du Panama a pris note des préoccupations des CE, ajoutant que sa délégation coopérait avec les Communautés européennes en vue de procéder aux rectifications nécessaires. Elle était prête également à poursuivre des entretiens bilatéraux.

10.3 Enfin, le Président a soulevé la question de la date de la réunion suivante. La réunion suivante du CCM était provisoirement prévue pour le lundi 26 janvier 2004. L'ordre du jour serait clos le 15 janvier 2004.

10.4 Le Président a ensuite levé la séance.
